RÉFORMES BLANQUER, DIRECTION D'ÉCOLE, ATTAQUES CONTRE LES MÉTIERS, RÉPRESSION

LE 24 JUIN, PORTONS NOS REVENDICATIONS DANS LA RUE !

Communiqué commun du dimanche 21 juin
Coordination nationale de l'Éducation (1er et 2nd degrés) • Les Stylos Rouges

À partir de ce lundi 22 juin, Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer sonnent le retour aux classes surchargées d'avant le confinement, en actant le retour obligatoire des élèves en école et collège… pour seulement une ou deux semaines.

Alors que les clusters se multiplient en France et que la vitesse de propagation du virus augmente à nouveau, **le pseudo-protocole sorti mercredi soir liquide sans le dire toute garantie sanitaire**, contre les recommandations déjà minimales du Haut Conseil de la Santé Publique sur lequel s'appuie pourtant Blanquer. Le « mètre latéral » de distanciation physique est impossible à respecter au vu des sureffectifs habituels dans les classes ? Eh bien on s'en passera ! **La relance de la machine économique et la « *question d'honneur* » de Blanquer passent avant la santé publique et toute considération pédagogique.**

C'est bien simple : rien n'est prêt pour cette troisième « rentrée » à organiser en un mois ! Au lieu de préparer sérieusement la rentrée de septembre et d'investir dans l'Éducation à la hauteur des besoins révélés et accentués par la crise, Blanquer s'est lancé cette semaine dans la valse-hésitation de trop, mettant les personnels sous une tension terrible et les amenant au bord du burn-out.

Au « chaos organisé », le ministère ajoute désormais l'indécence : **les personnels vivant avec des personnes vulnérables sont forcés de retourner en présentiel**, en étant « *bien entendu invités à observer le respect des gestes barrière et mesures de distanciation, non seulement dans le cadre de leur activité professionnelle* ***mais aussi dans celui de leur vie familiale*** » ! C'est un véritable scandale pour la santé de nos proches, qui n'a pu être assumé par le ministère que grâce à la **campagne médiatique de « prof-bashing » impulsée et appuyée par Blanquer** !

Dans le même temps, le gouvernement profite du déconfinement et de la fin d'année pour accélérer ses attaques contre nos métiers et statuts, avec notamment les 2S2C et autres « vacances apprenantes », et avec la **proposition de loi sur la direction d'école de la députée LREM Cécile Rilhac, examinée en séance publique à l'Assemblée nationale dès ce mercredi 24 juin**.

Pour obtenir l'abandon de cette proposition de loi intronisant les directeurs d'écoles comme « *délégataires de l'autorité académique* » (avec les pressions de toute la chaîne hiérarchique à la clé et la fin des conseils des maîtres décisionnaires), une **pétition intersyndicale** CGT Éduc'action — Snudi-FO — SNUipp-FSU — SUD Éducation est désormais disponible (direction-des-reponses-immediates.fr), et **des rassemblements intersyndicaux sont organisés dans les départements ce mercredi 24 juin**.

C'est aussi ce mercredi que **notre collègue Alain Rey est convoqué au tribunal de Cahors suite à sa mobilisation en janvier contre les E3C du Bac Blanquer**. Le déconfinement a relancé la répression dans l'Éducation, en l'occurence contre un représentant syndical, tout comme à Melle, à Strasbourg (où un AED mobilisé risque d'être licencié le 1er juillet en commission paritaire) ou à Bobigny (où une collègue mutée l'an dernier « dans l'intérêt du service » s'est vu refuser sa mutation dans son collège d'origine).

Ce mercredi 24 juin est donc l'occasion d'unir et de porter l'ensemble de nos revendications dans la rue ! La Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à organiser et participer massivement à des rassemblements avec des actions visibles devant les instances de l'Éducation (DSDEN, rectorats, ministère…), à l'appel également d'une intersyndicale nationale de l'Éducation.

Parmi les actions déjà prévues, des rassemblements auront lieu en Île-de-France à l'Assemblée nationale à 12h30, puis au ministère à 14h30. À Cahors, c'est au tribunal à 15h que nous soutiendrons Alain Rey. Des rassemblements intersyndicaux sont déjà annoncés à Clermont-Ferrand, Bordeaux, Marseille, Grenoble…

Enfin, la Coordination nationale de l'Éducation et les Stylos Rouges appellent à mettre en débat dans nos heures syndicales, conseils des maîtres et AG locales **la date du mardi 30 juin pour revendiquer un plan d'urgence pour l'Éducation et les services publics**, comme le réclame désormais une très large intersyndicale nationale de l'Éducation. En effet **le mardi 30 juin est la prochaine date de mobilisation dans la santé** (avec de plus le conseil de discipline d'un soignant de l'hôpital du Rouvray), et doit permettre d'augmenter le rapport de force à la veille des **derniers comités techniques sur les moyens de rentrée dans les départements et académies**.